

Fraudes dans l'opération d'enrôlement : le pouvoir burundais en mauvaise posture

RFI, 22-12-2014 Burundi : L'union de la «dernière chance» pour l'avenir de la CnI Au Burundi, la tension ne cesse de monter à la suite d'une opération d'enrôlement qui a pris fin la semaine passée, mais qui a entaché de nombreuses irrégularités, reconnues par toutes les parties. Depuis, toute l'opposition exige la démission de la Commission électorale qui, elle, cherche à éteindre cet incendie. La CnI a donc convoqué ce lundi matin toutes les parties intéressées à une réunion cruciale d'évaluation de l'enrôlement. Un rendez-vous que beaucoup, au Burundi, comme la «L'union de la dernière chance».

L'opposition burundaise, pour une fois unie, est gonflée à bloc. Elle exige purement et simplement une démission de la Commission électorale nationale indépendante du Burundi, coupable à ses yeux de complicité avec le pouvoir ; des fraudes qui ont entaché l'opération d'enrôlement des électeurs. Et la réunion de ce lundi risque d'être houleuse. Dix-huit partis d'opposition ont déjà annoncé la couleur, ils seront là pour exiger avant tout que la CnI ne dirige pas d'opérations : «Ils ne peuvent pas être juge et partie», martèle Evariste Ngayimpenda, au nom de l'opposition. Et elle pourra compter sur la société civile burundaise qui exige de son côté une annulation des résultats de l'enrôlement pour les mêmes raisons. Le gouvernement du Burundi lui est en mauvaise posture. Il est responsable à travers son ministre de l'Intérieur des très nombreuses irrégularités observées dans la distribution des cartes nationales d'identité indispensables pour se faire enrôler, et qu'il a fini par reconnaître. Mais sa position est on ne peut plus claire : «La Loi ne prévoit nulle part une annulation des résultats de l'enrôlement», a tranché le président burundais Pierre Nkurunziza vendredi dernier.